



HAL
open science

Claudel, Roosevelt, l'Amérique et la guerre

Claude Pierre Perez

► **To cite this version:**

Claude Pierre Perez. Claudel, Roosevelt, l'Amérique et la guerre. Commentaire, 2022, 178, pp.349-354. hal-04108600

HAL Id: hal-04108600

<https://hal.science/hal-04108600v1>

Submitted on 27 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Paul Claudel, Roosevelt, l'Amérique et la guerre (1933-1940)

Du Claudel des années 1930 et 1940, la mémoire collective a retenu le poème *Aux martyrs espagnols* du printemps 1937, hommage à « la Sainte Espagne » qui a « tiré l'épée » contre ceux qui veulent « brûler Dieu », et les *Paroles au Maréchal* composées en décembre 1940.

On a oublié que ces dernières ont été écrites quinze jours après l'arrestation de Laval (laquelle semblait mettre fin à la politique de collaboration), par un homme espionné jusque chez lui par la police de Peyrouton¹. On a oublié pareillement la prise de position de Claudel contre la guerre d'Éthiopie déclenchée par Mussolini en 1935, son aversion pour les fascismes, son sionisme (dès les années 1920), sa critique publique du racisme. Sa lettre de décembre 1941 au grand Rabbin de France, au lendemain de la rafle dite « des notables », est citée parfois, rarement. « Aucun autre auteur n'avait condamné aussi vigoureusement les persécutions antisémites », écrit à ce propos l'historien britannique Julian Jackson, « la plupart ne le firent jamais »².

Mais ce qui est entièrement méconnu, ce sont les relations que Claudel, après sa retraite de 1935, a conservées en marge des canaux officiels avec le Président Roosevelt. Entre 1936 et 1939, il échange avec lui plusieurs lettres, lui fait parvenir plusieurs documents. En janvier 1937, et tout en s'excusant « d'ajouter aux soucis de toutes sortes qui pèsent sur [son] cœur et sur [son] esprit », il lui écrit : « la situation du monde est telle à présent, le danger est si énorme et si pressant, que le devoir de rechercher une solution nous incombe à tous. Et je ne vois personne mieux placé que l'actuel Président des États-Unis pour parler le langage de la raison : il trouverait un écho au fond de tant de cœurs anxieux et il serait impossible de lui refuser de l'entendre et de lui répondre. »³

Dans cet immédiat avant-guerre, Claudel, discrètement, sans battre le tambour, « s'engage » en faveur de la préservation de la paix. Depuis les coulisses, il prête son concours à ceux qui tentent de prévenir, ou tout au moins de retarder, le déclenchement d'une guerre qu'il prévoit et qu'il redoute, même s'il affiche dans les journaux une confiance inoxydable. Bon connaisseur de l'Allemagne (consul à Francfort et Hambourg en 1913-14, pressenti à plusieurs reprises dans les années vingt pour l'ambassade de Berlin), très informé des problèmes de défense de la frontière nord-est du fait de son ambassade à Bruxelles (1933-1935), parfaitement au fait des faiblesses de l'aviation française et anglaise en raison de ses fonctions d'administrateur chez Gnome et Rhône, le plus gros constructeur de moteurs d'avions en Europe, il a de bonnes raisons d'être inquiet.

Les pages qui suivent ne visent à rien d'autre qu'à rendre compte des interventions du poète-ambassadeur en faveur d'un rapprochement franco-américain, et même franco-américano-britannique, condition *sine qua non* à ses yeux d'une préservation de la paix en Europe.

*

Claudiel avait pris ses fonctions à Washington en avril 1927. Il les a quittées, à son grand regret, en avril 1933. Il n'a donc pas eu l'occasion de beaucoup fréquenter Roosevelt, élu en novembre 1932 et intronisé le 4 mars suivant. Pas beaucoup, mais suffisamment pour concevoir (lui qui a en général la dent dure) de l'admiration, et plus tard même de « l'enthousiasme », pour sa politique et pour sa personne.

Ses derniers mois à Washington sont riches en événements dramatiques. En décembre, les députés français ont refusé, à une forte majorité, le paiement de la part de la dette (480 millions) qui

1 Selon une note de police du 10 mai 1941 conservée aux archives de l'Isère, Grenoble, qui recense les visites reçues depuis juillet 1940, cote 2904 W 17. Je me permets de renvoyer à mon *Paul Claudel, « Je suis le contradictoire », biographie*, Paris, Cerf, 2021.

2 J. Jackson : *La France sous l'Occupation*, Flammarion, 2004, p. 360

3 PC à Roosevelt, 9 janvier 1937, reproduit (en anglais) dans *Franklin D. Roosevelt and Foreign affairs*, 2^e série, vol. 4, Harvard U.P., 1969 (désormais *FDR*). L'original français n'a pu être consulté, le texte ci-dessus est une retraduction.

venait à échéance, contraignant Herriot à la démission et ouvrant une grave crise avec l'allié américain. Le mois suivant, à Berlin, Hitler a été nommé chancelier.

Cependant, à Washington, les entrevues entre Claudel et Roosevelt se succèdent, de fin février à début avril. Elles conduisent le premier à mettre de grands espoirs dans le nouveau Président. Dès leur première rencontre, le 21 février, l'ambassadeur lui a exposé sa vision de la situation internationale. Il existe actuellement dans le monde, explique-t-il, « deux sortes de forces aux prises, celles qui tendent à la conciliation et à la stabilisation et, au contraire, des forces d'avidité et de destruction. Les trois puissances qui représentent le premier groupe se trouvent momentanément divisées pour des raisons qui, en somme, n'ont rien de fondamental. Si le monde avait le sentiment de leur rapprochement et de leur entente sur des points essentiels, il en résulterait un effet moral excellent qui serait la condition du rétablissement économique. »⁴

Roosevelt assure l'ambassadeur que sa politique s'inspirera des mêmes principes. Ce sont eux également qui vont guider Claudel jusqu'en 1940 -et au-delà.

En 1933, Claudel et son attaché financier, Emmanuel Mönick (futur gouverneur de la Banque de France de 1944 à 1949), mettaient leurs espoirs dans un plan de règlement de la question des dettes, appelé plan Warburg: espoirs douchés par l'échec de la conférence de Londres de juin-juillet 1933. Trois ans plus tard, Claudel, désormais retraité, juge le moment favorable pour un rapprochement avec l'Amérique. L'occasion lui est fournie -qui l'aurait pensé?- par l'arrivée de Blum au pouvoir.

En mai 1936, Mönick qui, avant même la formation du gouvernement de Front Populaire, a convaincu Blum de dévaluer, est envoyé en mission très secrète à Washington afin d'informer Roosevelt. Mönick met Claudel dans la confiance. Il sait que son ancien chef est depuis longtemps un partisan de cette mesure, mise en œuvre par les Anglais puis les Américains dans les années précédentes, mais rejetée avec véhémence par la plus grande partie de la classe politique française. Par ailleurs, Claudel connaît Blum. Il le connaît depuis longtemps : depuis l'époque de *La Revue Blanche*, puis des dîners chez Berthelot boulevard du Montparnasse (Blum habitait l'étage au-dessus). Il a de l'estime et même de la sympathie pour le nouveau Président du Conseil: non pour sa politique, bien sûr, mais pour sa personne. Il en a plus encore pour Herriot, président de la Chambre de Front populaire, qui a été autrefois son Ministre et qu'il rencontre à plusieurs reprises au printemps et à l'été 1936. Et c'est ainsi que le 13 juin, en même temps que Blum et Herriot, il écrit à Roosevelt pour lui annoncer l'arrivée de Mönick et l'engager à le recevoir. L'entrevue a lieu à la Maison Blanche dix jours plus tard, le 23⁵.

Trois mois plus tard, le franc est dévalué. Le 26 septembre, Claudel note dans son journal : «Dévaluation du franc de 30 %. Accord avec l'Angleterre et les États-Unis obtenu par les négociations de Mönick engagées en juin. C'est un grand succès »⁶. Les négociations avaient abouti à une entente à trois sur la dévaluation française. C'était l'arrêt de la guerre des monnaies ouverte par la dévaluation de la livre en 1931, le retour des États-Unis dans les affaires européennes : juste ce que Claudel souhaitait. Mais il ne va pas s'en tenir là.

À ce moment, il est convaincu, comme Blum, comme Herriot, comme bien d'autres, que la guerre est imminente. On l'attend pour le printemps ou l'été 1937, 1938 au plus tard⁷. Et vu les progrès de l'aviation, on s'attend à ce qu'elle ne soit dévastatrice. Dans ces circonstances, la réélection de Roosevelt, début novembre 1936, est pour Claudel la meilleure des nouvelles. Quoique très sérieusement malade, alité (une anémie sévère qui fait craindre pour sa vie), il salue l'événement dans *Paris-Soir*, et dès le 10 revoit son ami Mönick qui lui fait part de « grands projets »⁸.

4 Lettre de Fleuriau, ambassadeur de France à Londres, à Sir John Simon, ministre des Affaires étrangères, résumant le message par lequel Claudel a rendu compte de sa conversation avec Roosevelt. Cité (en français) dans *Documents on Foreign British policy, 1919-1939*, 2 série, vol. V, p. 772-3

5 Je n'ai pu retrouver la lettre, mais sa date et son contenu sont attestés par la réponse de Roosevelt du 6 juillet (BnF).

6 Claudel, *Journal* (désormais J.), Gallimard, 1969, vol. II, p. 146-7

7 Bullitt à Roosevelt, 24 nov. 1936, dans *FDR*, 2^e série, vol. 3, op. cit. p. 499.

8 Claudel, J. II, p. 160.

Quels projets ? Ceux qui sont parfois résumés sous l'appellation d'« achat de la paix », et que Mönick développe dans le plan présenté à l'ambassadeur américain le 22 novembre. L'idée mère, que très probablement il partage avec Claudel, c'est que l'intransigeance des dictatures ne s'explique pas d'abord par leur idéologie, mais par leurs graves difficultés économiques et financières: alors que celles-ci « viennent d'entrer dans la phase ultime », Hitler et Mussolini ne peuvent se maintenir « par rien d'autre que par l'exaspération du sentiment national »⁹. Il est totalement illusoire d'attendre de leur part des concessions politiques : ce serait pour eux un suicide. Dès lors, on ne peut espérer réduire les tensions internationales qu'en leur offrant un desserrement des contraintes économiques et financières. Pour cela, il est indispensable de parvenir d'abord à une entente économique et politique entre les trois grandes démocraties -c'est-à-dire prolonger et développer l'accord tripartite de 1936. Une lettre de Claudel à Herriot de mai 1935 évoquait déjà une « entente économique avec les États-Unis qui servirait de base pour une autre avec l'Angleterre ». Elle faisait valoir « la force politique que nous acquerrions », vis-à-vis de l'Allemagne en particulier¹⁰. Les démocraties mettant de côté leurs différends (jugés secondaires) seraient en mesure d'accorder des crédits ou des avances en échange d'engagements politiques. Un nouveau Locarno viendrait garantir les frontières¹¹. Mönick précise ces vues dans deux memoranda, qu'il remet à l'ambassadeur américain, William Bullitt : l'un sur la création de grandes sociétés internationales chargées de développer et coordonner les échanges de matières premières, l'autre sur l'urgence d'un appel à la paix.

Claudiel soutient activement ces projets. Il leur prête l'appui de ses relations et de son prestige, sans qu'on sache d'ailleurs très bien s'il informe le quai d'Orsay -et quelles personnes au quai d'Orsay¹². Bullitt, un très proche de Roosevelt, qu'il connaît depuis Washington, vient justement d'être nommé ambassadeur à Paris. Claudel le voit dès le 12 octobre, la veille de sa prise de fonctions¹³. Les relations entre les deux hommes sont chaleureuses. Mi-novembre, cloué au lit, Claudel fait téléphoner à l'ambassade, et Bullitt vient le voir chez lui, en urgence, rue Jean Goujon. L'ex-ambassadeur et poète interroge alors son collègue sur ce qu'il pense de « la campagne de presse » qu'il mène à ce moment, lui, Claudel, en faveur du règlement des dettes françaises.

Campagne de presse ? Claudel est à ce moment l'une des signatures de *Paris-Soir*, le quotidien de Prouvost et Lazareff, qui tire à plus d'un million d'exemplaires. Entre août et novembre 1936, il donne deux articles chaque mois, la plupart sur les affaires américaines. Mais sans doute trouve-t-il que ce n'est pas assez : il envisage d'associer à son entreprise Geneviève Tabouis, nièce de Jules et Paul Cambon. Tabouis écrit dans *L'Oeuvre*, un journal de gauche, favorable au Front populaire. Cela n'empêche pas Claudel, qu'il ne faut pas confondre avec ses caricatures, de la considérer comme la journaliste la plus intelligente de Paris.

Bullitt, pour sa part, ne trouve rien à redire à tout cela -à condition toutefois qu'on ne puisse pas le soupçonner d'être le véritable maître d'œuvre de l'opération, et de tirer les ficelles en sous-main. Les Américains regardent Claudel avec sympathie, et parfois même un peu plus. C'est à ce moment sans doute que Bullitt lui a offert une édition des *Trois mousquetaires*, ainsi dédiée: «To Ambassador Claudel; in memory of the struggle of Three musketeers, Claudos, Monos and Bullis, to preserve and strengthen the friendship of America and France; with the profound admiration and sincere affection of William C. Bullitt »¹⁴. Mais les lettres de « Bullis » à Roosevelt ne rendent pas tout à fait le même son. L'affection sûrement sincère qu'il porte à Claudel ne l'empêche pas de

9 Memorandum Mönick, joint à la lettre de PC à Roosevelt du 9 janvier 1937, *Diplomatic papers, 1937*, Washington, Govt printing, p. 13 sq (retraduit de l'anglais).

10 PC à E Herriot, 23 mai 1935 dans *Bulletin de la Société Paul Claudel*, 212, p. 25.

11 R. Girault : *Être historien des relations internationales*, Publications de la Sorbonne, 2000, p. 146-7.

12 Toutefois, ses démarches fin 1936 et début 1937, vont dans le même sens que celles du gouvernement Blum et du ministre Y. Delbos qui, à ce moment, semblent opter en faveur du « plan Mönick ».

13 Lettre de Bullitt à Claudel, BnF, Ms.

14 « à l'Ambassadeur Claudel ; en mémoire du combat de Trois Mousquetaires Claudos, Monos et Bullis, pour renforcer et préserver l'amitié entre l'Amérique et la France ; avec la profonde admiration et l'affection sincère de William C. Bullitt ». Merci à Daniel Paris, qui m'a communiqué le texte de cette dédicace.

résister à son activisme et à celui de Mönick. Il lui faut aussi se défendre contre ces amis en Europe qui ne désirent rien tant que les impliquer dans les affaires du continent.

En janvier 1937, alors que des négociations franco-américaines vont s'engager à Washington, sur la question des dettes de guerre (un accord sur ce point est indispensable pour que les États-Unis puissent apporter une aide financière à la France) Claudel juge nécessaire de revenir à la charge. Le 9, il écrit de nouveau à Roosevelt, en joignant le deux memoranda que Mönick a déjà remis à Bullitt.

Peu avant, le 8 décembre, on trouve une note elliptique dans son journal : « D'Ormesson, Mönick ». Wladimir d'Ormesson, éditorialiste au *Figaro*, a publié le 2 en une de son journal une mise en garde : attention à ne pas surestimer Roosevelt. Cela lui a valu une réprimande de Claudel, suivie d'une invitation à rencontrer Mönick, sur le point de repartir négocier à Washington. Rencontre fructueuse : le 19, d'Ormesson publie, en une du *Temps*, cette fois, une tribune libre intitulée : « L'accord des grandes démocraties ». Sous ce titre, qui résume le projet de Mönick et de son ancien chef, on lit un grand éloge de Roosevelt. Cela tombe bien, à la veille de l'ouverture des négociations franco-américaines. Claudel envoie à d'Ormesson un satisfecit¹⁵.

Ses espoirs pourtant vont être déçus. Le gouvernement Blum n'adopte pas sans réserves le plan Mönick ; quant aux Américains, Bullitt en tête, ils ont beau être francophiles (en 1944, Bullitt, 53 ans, s'engagera dans les FFL) ils veillent à ne pas mettre le doigt dans l'imbroglio européen. Et l'Allemagne de son côté opte décidément pour une politique de la force. À l'été 1937, Claudel déchantée, semble se rallier à une politique d'autarcie : il n'y a plus d'autre choix¹⁶.

Pourtant, il ne renonce pourtant pas. On sait par exemple qu'il déjeune avec Blum au Cercle interallié le 14 juin 1937, jour où les Américains célèbrent le *Flag Day*, la fête du drapeau. Ont-ils parlé des États-Unis tout en déjeunant ? ou bien de l'Espagne -le poème *Aux martyrs espagnols* a été écrit le mois d'avant ? Nous ne le savons pas, mais nous savons que deux ans plus tard encore, le 25 janvier 1939, l'année même de la guerre, par conséquent, Claudel reprend la plume pour écrire à Roosevelt. C'est cette fois pour lui communiquer une note non plus de Mönick, mais de Wladimir d'Ormesson.

La note expose les bénéfices que la France et la Grande Bretagne pourraient retirer d'une conférence multilatérale dont Roosevelt prendrait l'initiative et qui se tiendrait à Washington. Son but -toujours le même- serait d'étudier les moyens de lier une limitation des armements à des accords économiques (grands travaux « internationaux » etc.). D'Ormesson présume qu'elle aboutirait à un échec. Mais à défaut d'arrêter la guerre, désormais inévitable, elle pourrait au moins la retarder : et précisément, c'est de temps que les deux démocraties ont besoin pour rattraper le retard de leur aviation sur la Luftwaffe. La conférence, comme on le sait, n'aura pas lieu. Une fois de plus la tentative a été vaine.

Dans les dernières années de l'avant-guerre, entre 1935 et 1940, Claudel a pris sur les questions internationales des positions dont la cohérence ne saute pas aux yeux. Hostile à l'intervention italienne en Éthiopie en 1935, il apporte en 1937 son soutien à Franco. Critique virulent des régimes totalitaires installés à Moscou, Rome et Berlin, et en particulier de « la bande de fous furieux et de sicaires qui règne à Berlin »¹⁷, il est vilipendé pour cette raison même par les maurrassiens qui le traitent de va-t-en-guerre. Convaincu toutefois qu'on ne parviendra pas à empêcher l'Allemagne de reconstituer sa zone d'influence dans le bassin du Danube, conformément à sa « destinée géographique »¹⁸, il se range sur des positions attentistes chaque fois que le conflit semble près d'éclater. Ainsi au moment de l'Anschluss, puis de Munich, et encore en mars 1939, quand la Tchécoslovaquie est envahie : « il nous faut gagner un an »¹⁹.

15 *Le Temps*, 19 déc. 1937, la lettre est du même jour.

16 V. sa lettre à P. Reynaud du 26 juillet 1937, dans P. Reynaud : *Mémoires*, v. 2, Flammarion, 1960, p. 174-5.

17 PC à son fils Henri, 26 juillet 1934.

18 PC à Agnes Meyer, 13 avril 1939.

19 Ibid.

Si on laisse de côté l'Espagne (son choix s'explique ici par les massacres de prêtres et de religieuses et les destructions d'églises, par la crainte de voir une république inféodée à Staline s'installer outre-Pyrénées -et sans doute aussi hélas par son hostilité envers Maritain) si on met de côté l'Espagne la cohérence de ces choix est pourtant claire.

Penser qu'on arrêtera Hitler grâce aux alliances de revers avec les Tchèques et les Polonais, c'est une plaisanterie. La solution n'est pas davantage dans un pacte avec l'URSS, dont le régime est de la même nature totalitaire que les fascismes, comme Claudel l'explique en 1938 dans la NRF²⁰. La solution passe -ne peut passer que- par Washington et par Roosevelt. Elle exige un accord des trois démocraties -France, Grande-Bretagne, USA : seule l'union de ces trois puissances serait en mesure -en échange de contreparties économiques- de réduire les tensions en Europe et d'amener l'Allemagne à désarmer.

Chimères ? Comme l'écrit René Girault : « Parce que nous savons aujourd'hui la suite des événements, nous sommes tentés de considérer que de tels espoirs étaient bien vains »²¹, mais dans les années trente, l'avenir n'était pas écrit.

Après la guerre, renforcé sans doute dans sa conviction par le rôle de l'Amérique durant le conflit, Claudel, président d'honneur de la société France-États-Unis à partir de 1947, sera l'un des avocats les plus résolus d'une Europe fédérale et d'une alliance étroite avec les USA. Attiré un moment par de Gaulle au RPF, il rompra avec lui en 1952 en raison de leurs divergences sur l'un et l'autre de ces deux sujets.

20 Paul Claudel : « Une saison en enfer », *NRF*, 1^{er} août 1938.

21 Girault, op. cit. p. 151.